

L'OURS

L'OFFICE
UNIVERSITAIRE
DE RECHERCHE
SOCIALISTE
86 RUE DE LILLE
75007 PARIS

mensuel socialiste de critique littéraire culturelle artistique N° 275



SOMMAIRE

Zola : les cent ans de «J'accuse»

Pierre Ysmal

Dreyfus ou l'honneur d'un capitaine Denis Lefebvre
Nouvelles approches de la Résistance Gilles Morin
Léon Blum dans le texte Robert Verdier

Quand Gorbatchev déboulonne «Gorby»

Pierre Guidoni

Sur les traces des enfants d'Israël Denis Lefebvre
Les politiques en confidence Anne Thayer

Femmes politiques, femmes socialistes

Fabrice d'Almeida

La classe ouvrière fait le spectacle Frédéric Cépède
Ragon : itinéraire culturel Guy Bordes
Pour Aragon Pierre Ysmal
Les toutous, les cadors et le pitbull Émilie Menou

Autour de la laïcité, un combat dans la République

William Guéraiche

Un journal pour un projet

Nouveau format, nouvelle formule, et une équipe de rédaction qui rassemble, autour d'un noyau d'anciens, de nouvelles bonnes volontés et, nous l'espérons, de nouveaux talents. L'OURS - le journal - continue, et nous avons tenu à souligner qu'il s'agit bien de se renouveler, et de trouver un second souffle, tout en poursuivant l'effort engagé il y a près de trente ans : il n'est pas si fréquent, à bien y réfléchir, que dans la presse socialiste - au sens large - une publication atteigne le numéro 275. Nous mesurons ce que cela a supposé de dévouement, de travail patient et de sacrifices. Nous savons que cette longévité exceptionnelle doit tout à la confiance de nos adhérents et de nos abonnés. Nous voulons nous inscrire dans le prolongement de cette action, et nous espérons être ainsi dignes des espoirs de ceux qui, dès le début, ont animé ce journal, et rester fidèles aux intentions de nos fondateurs.

Continuité, donc.

Et pourtant il fallait changer, et offrir un nouveau visage. Parce que l'Office universitaire de recherche socialiste lui-même change, et trouve, dans un paysage politique et intellectuel largement renouvelé, une fonction un peu différente de ce qu'elle était ces dernières années. Désormais officiellement chargé de veiller à la transmission de la mémoire collective du mouvement socialiste, et d'en conserver les archives, il doit par là même, plus que jamais, être un lieu de débats et de recherches doctrinales grâce auquel cette mémoire restera vivante et féconde. C'est dans ce sens que l'Office veut et doit s'ouvrir toujours davantage à tous ceux - universitaires, étudiants, chercheurs, mais aussi responsables politiques ou syndicaux, élus, militants, simples citoyens - qui s'intéressent au courant politique que nous avons pour mission de servir : le socialisme démocratique, dans son acception française. Notre journal doit être le reflet de cette volonté d'ouverture, et s'adresser à ce large public. Il nous a semblé - l'expérience dira si nous avons eu raison - que c'est à travers la critique littéraire et culturelle, et par le regard original que nous pouvions porter sur les livres, les films ou les spectacles, que nous pouvions le mieux y parvenir. Il vous appartiendra d'en juger.

Mensuel "socialiste", avons nous inscrit en manchette. Qu'est ce à dire ? Serions nous enfermés dans des formules dogmatiques, et refuserions nous les nécessaires confronta-

tions avec d'autres familles de pensée ? Pas du tout. Mais nous avons la nôtre, et nous entendons qu'elle soit reconnue et respectée. Par les temps qui courent, il n'est pas mauvais qu'avant de débattre chacun énonce et assume, clairement, son identité. Il n'est nullement déshonorant d'être républicain, radical, communiste (et il y en a de toutes sortes), anarchiste, écologiste, adepte de l'ultra-gauche ou "libéral-libertaire" : à la foire aux idées, chacun peut trouver son bonheur. Nous n'y voyons rien à redire. Mais nous devons avouer dès l'abord que nous ne tenons pas ces articles, ni en vitrine, ni en magasin, et qu'ici nous sommes socialistes. Notre idéal, en politique, c'est, selon les formules si frappantes de Jaurès "la démocratie jusqu'au bout" et "la République accomplie". Notre famille, c'est celle des hommes, des mouvements et des partis qui jugent indissociables le combat pour la justice, pour la libération de la personne humaine de tout ce qui l'opprime et l'entrave, et la conquête puis l'exercice des droits de l'Homme et du Citoyen, des libertés publiques, bref de la démocratie politique. Ou, pour exprimer autrement la même idée, la tradition de ceux pour qui l'œuvre de transformation sociale ne se conçoit que dans le cadre d'une société de liberté, où il n'y a d'action légitime qu'en vertu d'un mandat explicitement délivré par le suffrage universel. C'est cette culture politique qui éclaire nos choix, nos allergies, nos préférences, fonde nos convictions, donne cohérence à nos principes et à nos valeurs. Mieux vaut le préciser d'entrée, pour ensuite n'y pas revenir.

Mais sur cette base, nous souhaitons dialoguer avec tous, et notamment avec toutes les composantes d'une gauche dont nous savons depuis longtemps qu'elle est "plurielle". L'OURS n'est lié à aucune chapelle, et ne souhaite pas en être une. Toute forme de sectarisme nous répugne. Ce journal est rédigé par des hommes et des femmes qui s'expriment en toute liberté, en toute indépendance d'esprit. Ses colonnes sont ouvertes à tous ceux qui souhaitent se joindre à nous pour poser sur l'actualité culturelle un regard sans préjugés et sans complaisance. Anciens et nouveaux abonnés, anciens et nouveaux lecteurs, nous diront dans quelques mois si nous avons eu raison de penser qu'une telle publication correspondait à un besoin, et si nous avons gagné notre pari.

PIERRE GUIDONI
PRÉSIDENT DE L'OURS

PUB
Guilbert

Nous avons reçu

MÉMOIRES/BIOGRAPHIES

FRANÇOIS ROBICHON, *Jean Effel, l'homme à la marguerite*, Hoëbeke, 1997, 107 p.

CLAUDE BOCHURBERG, *Entretiens avec Serge Klarsfeld*, Stock, 1997, 322 p., 130 F.

L'ENFANT YVES CONGAR, *Journal de la Guerre 1914-1918*, présenté par Stéphane Audouin-Rouzeau, Cerf, 1997, 287 p., 150 F.

MICHELLE CHARPENTIER-MORIZE, *Jean Perrin, savant et homme politique*, Belin, 1997, 285 p.,

CHANTAL MORELLE ET PIERRE JAKOB, *Henri Laugier, un esprit sans frontières*, préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Bruylant - LGDJ, Bruxelles, Paris, 1997, 414 p.

ROGER QUILLIOT, *Misères et grandeur des maires de France*, Albin Michel, 1997, 298 p., 98 F.

FRANÇOIS MITTERRAND

PASCAL SEVRAN, *Mitterrand les autres jours*, Albin Michel, 1998, 215 p., 95 F.

JEAN GLAVANY, *Mitterrand, Jospin et nous*, Grasset, 1998, 302 p., 118 F.

CHRISTOPHE BARBIER, *Les derniers jours de François Mitterrand*, Grasset, 1998, 421 p., 139 F.

HISTOIRE

RENÉ BARGETON, *Le Comité départemental de libération du Pas-de-Calais (1943-1946)*, Mémoires de la Commission départementale d'Histoire et d'Archéologie du Pas-de-Calais, tome XXXIII, Arras, 1997, 206 p.

CHRISTIANE RIMBAUD, *Traversées du désert, De de Gaulle à nos jours : la disgrâce en politique*, Albin Michel, 1998, 379 p., 145 F.

PIERRE SIPRIOT, *Guerre et paix autour de Romain Rolland, le désastre de l'Europe 1914-1918*, Bartillat, 1997, 430 p., 145 F.

GISÈLES ET YVES HIVERT-MESSECA, *Comment la franc-maçonnerie vint aux femmes, deux siècles de Franc-maçonnerie d'adoption féminine et mixte en France 1740 - 1940*, Dervy, 1997, 150 F.

MOHAMED LOTFI CHAÏBI, *Socialistes Français et nationalistes Tunisiens : histoire d'une rencontre (1945-1956)*, avant-propos de André Nouschi, Imprimé à Tunis, 1997, 291 p.

IDÉES

Émile Poulat, *La solution laïque et ses problèmes*, Berg international, 1997, 240 p., 120 F.

PHILIPPE GUGLIELMI, *Vive la République*, Bruno Leprince éd., 1997, 150 p., 98 F.

LAURENT BOUVET ET THIERRY CHOPIN, *Le Fédéraliste, la démocratie inachevée*, Michalon, 1997, 121 p., 59 F.

Nos dernières parutions

Le 7^e congrès du socialisme français (1905-1997)

REVUE DE L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE SOCIALISTE

1

SOMMAIRE ■ UNE REVUE DE PLUS !
Pierre Guidoni
■ L'ÉVÈNEMENT
François Mitterrand - Gérard Le Gall - Daniel Lindenberg - Jean-Jacques Koutflandky
■ HISTOIRES SOCIALISTES
Yves Hivert-Messeca - Émeric Bréhier - François Lafont
■ DOCUMENT
Léon Blum

OCTOBRE 1997

60 F

REVUE DE L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE SOCIALISTE

1

SOMMAIRE ■ UNE REVUE DE PLUS !
Pierre Guidoni
■ L'ÉVÈNEMENT
François Mitterrand - Gérard Le Gall - Daniel Lindenberg - Jean-Jacques Koutflandky
■ HISTOIRES SOCIALISTES
Yves Hivert-Messeca - Émeric Bréhier - François Lafont
■ DOCUMENT
Léon Blum

OCTOBRE 1997

60 F

L'OURS

publication éditée par l'Office universitaire de recherche socialiste (L'OURS) depuis 1969.

86, rue de Lille, 75007 Paris

Tél : 01 45 55 08 60 Fax : 01 45 55 66 33

Fondateur : GUY MOLLET (1905-1975)

Président : PIERRE GUIDONI

Directeur de la publication : DENIS LEFEBVRE

Secrétaire de rédaction : FRÉDÉRIC CÉPÈDE

Comité de rédaction : FABRICE D'ALMEIDA, EDOUARD

BOEGLIN, GUY BORDES, SYLVAIN BOULOUQUE,

MAURICE BRAUD, CLAUDE DUPONT, GILLES MORIN,

MARC OSOUF, JEAN-LOUIS PANNÉ, MARTINE PRADOUX,

PIERRE ROUBIN, PIERRE SERNE, PIERRE YSMAL.

MIS EN PAGE À L'OURS (AVEC L'AIDE DE BRUNO LEPRINCE)

PHOTOMONTAGE P.1 : DR/JACQUES GAILLON

IMPRIMERIE : SEP 62003 ARRAS TÉL : 03 21 73 43 00

DÉPÔT LÉGAL : FÉVRIER 1998

TARIFS DE L'ABONNEMENT 1998

(t.v.a. incluse)

Abonnement à L'OURS, mensuel

Individuel : France : 100 F UE : 150 F Hors UE : 200 F

Collectivités : France : 300 F UE : 350 F Hors UE : 400 F

Abonnement à L'OURS et à Recherche socialiste (suppléments trimestriels)

Individuel : France : 300 F ou plus Monde : 400 F ou plus

Collectivités : France : 600 F ou plus Monde : 800 F ou plus

Adhésion à L'OURS :

Pout tous renseignements, nous écrire.

BULLETIN À RETOURNER À L'OURS,

86, Rue de Lille, 75007, Paris

(chèques à l'ordre de : L'OURS

ou virement postal : 30 739 82 A La Source)

Nom, prénom :

Adresse :

souscrit un abonnement aux publications de l'OURS et

verse la somme de :

souhaite de plus connaître les conditions d'adhésion

Date et signature :

L'OURS a besoin de
votre soutien
Adhérez !

Zola : les cent ans de «J'accuse»

13 janvier 1898 : Le centième anniversaire du formidable cri de Zola dans *l'Aurore* demeure une date fondatrice dans l'histoire des idées, de la justice, de la République, de l'humanité. Publications, rééditions, dossiers, ont fleuri pour commémorer ces pages fulgurantes, éblouissantes, inoubliables.

ALAIN PAGÈS

13 janvier 1898, J'accuse...!

Ed. Perrin 1998 282 p 119 F

Le Procès Zola devant la cour d'assises de la Seine, février 1898

Stock 1998 425 p 190 F

RAINERO PAULUCCI DI CALBOLI

Journal de l'année 1898

Stock 1998 130 F

Carnets (1899-1907)

d'Alfred Dreyfus

édition établie par Philippe Oriol
Calmann-Lévy 1998 470 p 159 F

JEAN JAURÈS

Les preuves

Introduction de Madeleine

Rebérioux notes de Vincent

Duclert La Découverte 1998 145 F

«Émile Zola lança comme un cri son fameux «J'accuse». (...) ce texte devait frapper les esprits comme la foudre et changer en quelques heures le destin de l'Affaire. La vérité était en marche», a écrit il y a peu Jacques Chirac aux familles d'Alfred Dreyfus et d'Émile Zola à l'occasion du centenaire de la publication de «J'accuse...!»

L'écrivain célèbre des Rougon-Macquart - qui a des chances sérieuses de forcer, enfin, les portes de l'Académie française - descend dans l'arène politique pour mettre en accusation, en les nommant, ceux qui, avec des documents truqués, obtinrent la condamnation et la dégradation publique d'un capitaine juif soupçonné de trahison. Zola dénonce, aussi, la «presse immonde» qui ne cesse de mener autour de Dreyfus les danses de l'infamie, de la calomnie, du racisme..

En cette fin de siècle, après les secousses du Boulangisme et de l'affaire de Panama, les bourgeois en charge de la République sont prudents et timorés. La classe ouvrière frappée par les massacres de la Commune continue à se chercher. Les socialistes sont encore embourbés entre Jaurès, Guesde et certaines chapelles plus modestes encore. Le clergé se roule dans l'antisémitisme en savourant les proses hystériques de *La Croix* et les hurlements de Drumont dans *La libre parole*. Son livre *La France juive* s'est vendu à des centaines de milliers d'exemplaires.

Dreyfus, enfermé dans d'humiliantes conditions, à l'île du Diable (Guyane), ne compte d'abord que sur l'appui de son épouse et de son frère Mathieu. Le silence s'étend, même si quelques uns commencent à douter de la culpabilité du condamné. Zola, avec éclat, révèle le «néant» de l'acte d'accusation, énumère les noms des galonnés et des étoilés qui font «des bureaux de la guerre l'arche sainte, inattaquable». Il griffe, secoue, frappe, en sachant qu'il perd, à jamais, sa chère Académie.

13 janvier 1898, *J'accuse*, d'Alain Pagès, raconte le fameuse journée avec minutie. Ce

jour-là, au Palais-Bourbon, le comte de Pontbriand, élu de la Loire-Inférieure, veut interpellé le gouvernement. Il vient de déclarer à un journaliste de *La libre parole* : «Je croirais manquer à tous mes devoirs en ne demandant pas la discussion immédiate de mon projet de loi qui tend à interdire à tout juif et à tout étranger l'accès des fonctions civiles et des grades militaires avant que trois générations au moins se soient succédé depuis la naturalisation d'un de ses descendants.» Georges de Beauregard, de l'Indre, souhaite que «les approches des frontières soient interdites aux israélites.»

Stock offre le compte rendu du procès Zola qui se déroule du 7 au 23 février 1898 devant la Cour d'assises de la Seine. Il est dommage que *Le procès Zola* ne bénéficie d'aucune note, cela aurait rendu plus aisée la lecture de ces pages enflammées où s'affrontent, en dehors du capitaine, les protagonistes de l'affaire.

Journal de l'année 1898 permet de connaître les opinions et les observations de Rainiero Paulucci di Calboli. Diplomate attaché à l'ambassade d'Italie en France, il ne se contente pas de faire de la bicyclette dans Paris et sa banlieue. Dreyfusard, il écoute et rapporte conversations et informations.

«Un remarquable travail», écrit Jean-Denis Bredin dans sa préface des *Carnets* (1899-1907) d'Alfred Dreyfus présentés et annotés avec un soin extrême et remarquable par le professeur Philippe Oriol.

Du lendemain de la condamnation de Rennes à son départ de l'armée, Dreyfus, dans des cahiers, a raconté ses batailles pour obtenir sa réhabilitation. Ses partisans se déchirent, Me Labori, un de ses avocats, ne le suit plus,

mais il poursuit, avec force et vigueur, son chemin. Une lutte de tous les instants qui s'achève par l'arrêt de la Cour de Cassation. Ensuite, il quitte l'armée, car son avancement est bloqué par la stupidité des bureaux.

Ces carnets révèlent un homme de chair et de sang éloigné de la «marionnette de zinc» broyée par nombre de plumitifs. Un Dreyfus en humanité et en majesté.

Les preuves de Jean Jaurès rédigés en 1898 pour *La petite République* ne se contentent pas de poursuivre le *J'accuse*. L'ancien député du Tarn met sa lumineuse intelligence au service de la vérité en démontrant, magistralement, la culpabilité des militaires. La réédition de ce livre bénéficie des notes pertinentes de Vincent Duclert, d'une préface passionnante de Jean-Denis Bredin, et d'une introduction historique de Madeleine Rebérioux.

L'affaire est-elle achevée ? A chaque citoyen de veiller.

PIERRE YSMAL

Pour en savoir plus

COLLECTIF, *La postérité de l'affaire Dreyfus*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 130 F.
COLLECTIF, *L'affaire Dreyfus*, Seuil, «Points histoire», 48 F.

PHILIPPE ORIOLO, *J'accuse ! Émile Zola et l'affaire Dreyfus*, Librio, 10 F.

ÉMILE ZOLA, *Lettre à la jeunesse, Lettre à la France*, Stock, 50 F chaque volume.

BERNARD LAZARE, *Une erreur judiciaire. L'affaire Dreyfus*, Allia, 1993.

HENRI MITTERAND, *Zola journaliste : de l'affaire Manet à l'affaire Dreyfus*, Armand Colin, 1962 (Henri Mitterand prépare une monumentale biographie de Zola dont le premier tome paraîtra en 1998 chez Fayard).

Quand la presse s'interroge sur son rôle et son attitude pendant l'Affaire Dreyfus

Dreyfus ou l'honneur d'un capitaine

À début de janvier, les hommages à Émile Zola, à l'occasion du centième anniversaire de son célèbre *J'accuse...!* n'ont pas manqué : exposition - bien courte - à la Bibliothèque nationale de France, colloques et tables rondes - dont une organisée par la Société des gens de lettres -, émissions de radio et de télévision. Rien n'a manqué pour rappeler, pour sensibiliser.

Cet anniversaire s'est accompagné de la publication d'un nombre important de livres - cf. la chronique de Pierre Ysmal -, tandis que la presse quotidienne et hebdomadaire n'a pas manqué l'événement.

Chaque organe de presse, dans cette phase d'hommage unanime et politiquement correct, a réuni une belle brochette d'historiens et d'analystes, souvent au-delà des clivages politiques traditionnels : Alain Pagès, Jean-Denis Bredin, et Henri Mitterand pour *l'Humanité*, Pierre-Marc de Biasi et Henri Mitterand pour le *magazine littéraire*, René Rémond et Pierre Pierrard pour *la Croix*. *Le Monde* a réuni de son côté principalement Jean-Denis Bredin et Jean-François Sirinelli. Il s'agit, pour ce dernier, de revenir sur l'engagement des intellectuels dans la vie de la cité, coïncidant avec cette «affaire» qui marque le tournant du siècle. «*Le geste était pris et le geste des intellectuels commençait*», écrit Sirinelli, qui constate aussi que les intellectuels avaient une réelle influence potentielle : «*placés, par essence, au cœur de la production et de la circulation des idées (...) ils avaient la capacité de*

mettre en forme, en en déclinant les attendus, les débats civiques, et pouvaient donc avoir le sentiment d'avoir pris sur le cours des choses».

On connaît la suite, et les intellectuels ne quitteront plus guère ensuite ce sillon tracé. Un nouveau magazine indéfinissable pour l'instant, *Saga*, s'engouffre dans cette voie, sous le titre : «Un siècle de manifestes». Il s'agit d'évoquer la saga des intellectuels engagés. Rien n'y manque ! Nul ne s'en étonnera, le quotidien *Libération* a retenu lui aussi ce créneau. Jean-François Sirinelli est l'ordonnateur de cette commémoration pour le quotidien de Serge July. Les pétitions y abondent : le Rif en 1925, la guerre d'Espagne, l'épuration, la guerre d'Algérie, le Vietnam, l'avortement, Coluche, ou l'appel à la désobéissance civile sur la question des étrangers en 1997. On découvre - cela ne surprendra personne - que Sartre, pour l'après-guerre, est le pétitionnaire en chef. Sur les 488 manifestes et pétitions publiés dans *le Monde* entre 1958 et 1969, il en a signé 91, largement en tête.

Revenons cependant à Zola et à l'affaire Dreyfus.

Cet anniversaire nous offre quelques moments forts, qu'il faut estimer à leur juste valeur. Ainsi, quand le quotidien catholique *la Croix*, dans son édition des 11-12 janvier, fait acte de repentance saisissant, n'entendant pas se voiler la face. Dans son éditorial, Michel Kubler rappelle ce que son journal a écrit autrefois : la haine allait jusqu'au délire.

Les rédacteurs du quotidien de l'époque entendaient peut-être sauver Rome et la France, mais «ils n'ont fait que salir le Christ qu'ils pensaient servir.» Ils ont même prôné la violence absolue et définitive. Ainsi quand l'abbé Edmond Loutil titre son éditorial du 13 février 1898 : «Étripez-le !»

«Nouveau Judas», «Italien» vendu aux Prussiens, «proxénète des lettres», «pomographe des juifs», «romancier stercoraire» : on a trouvé tous ces qualificatifs dans les colonnes de *la Croix*.

Chaque publication, à l'occasion de ce centenaire, a essayé de trouver son style et sa spécificité. *Le Figaro*, par exemple, se souvient qu'il a mené le bon combat aux côtés de Dreyfus, puis de Zola en publiant certains de ses articles, avant de céder aux pressions de ses lecteurs qui commençaient à se désabonner du journal, en faisant connaître leurs raisons. Le directeur du *Figaro* de l'époque, Fernand de Rodays, est certes dreyfusard, mais il demande à Zola de surseoir sa campagne. Son dernier article paraît le 5 décembre 1897, sous le titre : «L'antisémitisme a rendu possible l'erreur judiciaire». *Le Figaro* jette ensuite l'éponge, et Zola rejoint *l'Aurore*. Aujourd'hui, Franz-Olivier Giesbert rappelle : «(Avec Zola), notre journal a vécu une belle, une longue, une tumultueuse histoire.»

Aux yeux de certains de nos contemporains, *le Figaro* et *la Croix* auront sans doute le tort d'exister déjà en 1898. Mais ils étaient

sans doute le reflet de leur époque, même si cela n'excuse rien. Franz-Olivier Giesbert a beau jeu d'insister sur le comportement de certains hommes politiques, de droite comme de gauche, tels Jean Jaurès, dont il écrit qu'il s'est au début de l'affaire «*misérablement fourvoyé*».

Le jugement des quotidiens plus récents est bien sûr plus facile à porter, et offre l'occasion de grands moments «d'unité nationale», toutes tendances confondues.

Restent quelques beaux titres. Pour *le Monde*, Jean-Denis Bredin s'écrit : «Et la presse fit l'histoire», pour *l'Humanité*, le même lance cette fois : «Coup de théâtre dans la conscience humaine». L'organe communiste retient, des propos d'Henri Mitterand : «*Zola a cassé les statues*», tandis que le *magazine littéraire* titre un article du même : «Zola le factieux».

Le titre le plus significatif est sans conteste celui de cette «Lettre ouverte» de Zola, ce «*J'accuse...!*» plein de panache et de vigueur. Chaque journal ne manque pas de rappeler que Zola avait imaginé quelque chose de beaucoup plus plat, plus classique. Le mérite du titre «*J'accuse...*» revient à Georges Clemenceau, un pamphlétaire qui connaissait le poids des mots pour faire passer un message. Le retentissement a été considérable. Ce titre y est bien sur pour quelque chose, au-delà de l'argumentation développée par Émile Zola.

DENIS LEFEBVRE

Quand Gorbatchev déboulonne «Gorby»

MIKHAÏL GORBATCHEV

Mémoires

Éditions du Rocher 1997

940 p 179 F

Étrange histoire, que celle d'un homme qui a joué un rôle historique absolument décisif, qui a changé les destinées de l'ensemble de l'humanité, mis en marche le processus qui a conduit à la fin de la guerre froide, à l'écroulement du mur, à la libéralisation des pays satellites, à la réunification allemande et à la dissolution de l'Union soviétique, mais aussi à la liquidation du communisme comme mouvement organisé et idéologie agissante à l'échelle mondiale, et qui du début à la fin ne comprend rien à ce qui se passe, vole de surprise en surprise, ne cesse de s'étonner du cours que prennent les événements, et avoue au bout de huit cents pages bien tassées qu'il ne sait toujours pas comment s'explique son échec. Sauf à recourir aux explications qui n'expliquent rien, la malignité des hommes, le malheur des temps, l'enchaînement des circonstances, «la faute à pas de chance...». Le lecteur reste sur sa faim : c'est qu'il avait de Gorbatchev une autre image, celle que les médias occidentaux ont imposée tant qu'il a été au pouvoir, et surtout dans les dernières années, lorsqu'il semblait le seul rempart contre les tentatives - les tentatives - de retour en arrière.

Nous avons tous, plus ou moins - cela dépend de notre degré de crédulité - appris à respecter ce personnage encore un peu mystérieux mais follement sympathique, que nos journalistes appelaient «Gorby». Nous découvrons, dans ces «mémoires», Mikhaïl Sergueïevitch : ce n'est pas le même homme, et pas non plus la même histoire.

L'ASCENSION D'UN COMMUNISTE ORDINAIRE

C'est un communiste, un communiste russe. Souple, prudent, arriviste, comme des milliers - des millions ? - d'autres. Banal et neutre comme une chapka d'uniforme. Dans son enfance, la guerre, l'occupation allemande. Il avait quatorze ans à la fin de la guerre, assez pour en être «marqué au fer rouge». Il doit à ses origines «ouvrières et paysannes» de pouvoir faire des études supérieures au cours desquelles il se montre un peu - pas trop - frondeur. Il précise : «Je n'étais pas un dissident». C'est le moins qu'on puisse dire. Carrière exemplaire, les Komsomols, le Parti, le choix très tôt d'une bonne écurie - Andropov - puis l'inévitable séjour en province pour «faire ses preuves» - on le juge, on le juge : a-t-il l'étoffe d'un vrai «cadre» ? - et enfin le Kremlin. À aucun moment de cet itinéraire à vrai dire sans surprises, il ne met en question le système lui-même, tel qu'il est depuis Octobre, et surtout depuis la réorganisation stalinienne des années 30. On sent que ce monde de clans, d'intrigues, où tout le monde espionne tout le monde, où l'on gagne à force de docilité mais où l'on peut aussi se perdre d'un mot, ou même d'un silence, ce monde où un technocrate doué et efficace peut gravir tous les échelons, et vite, s'il sait plaire aux puissants du jour, ne lui a pas laissé de mauvais souvenirs. Et lorsqu'il sera parvenu au sommet, il fera tout pour sauver ce parti qui a fait de lui ce qu'il est, dont il espère encore rallier une majorité autour d'une politique de réformes, et dont il ne veut pas comprendre qu'en 1991, même sans le putsch raté, il était mort... La terrible scène au cours de laquelle Eltsine l'oblige à signer, en pleine Douma, devant

Tout le monde connaît la plaisanterie, éculée, qui compare les socialistes à Christophe Colomb : «Quand il est parti, il ne savait pas où il allait, quand il est arrivé, il ne savait pas où il était. Et tout ça, avec l'argent des autres...». Injuste lorsqu'il s'agit des gouvernements sociaux-démocrates, qui sont en général trop prudents pour qu'on puisse leur adresser une critique aussi sévère - si l'on peut leur faire un reproche, ce n'est pas le plus souvent pour leur goût immodéré de l'aventure -, cette boutade s'applique parfaitement à l'expérience humaine et politique qui fut celle de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev, s'il faut en croire ses «mémoires».

les caméras, le décret de dissolution du PCUS, est ici racontée avec une rancune intacte... Au fond, et c'est sans doute la racine de ses plus lourdes erreurs tactiques, Gorbatchev accepte, à partir de 1989-90, le multipartisme, la liberté de la presse, les élections, les votes à la Douma, comme des concessions devenues inévitables, sans se convertir pour autant à la démocratie. Il sent bien que c'est là le point de rupture, et qu'à suivre ceux qu'il appelle toujours «les radicaux» (nous dirons, nous, les démocrates) il lui faudrait rompre avec l'héritage de Lénine, oublier ou renier Octobre. Sa limite est là, sur cette frontière invisible où se joue l'essentiel : chef d'État qui ne se soucie pas de se faire élire au suffrage universel lorsqu'il en est temps encore, il sera débarqué sans ménagements par ceux qui auront compris, avant lui et contre lui, qu'on ne démocratise pas à moitié.

Mais ce communiste - est-ce vraiment paradoxal ? - est le moins marxiste des hommes, et au fond, dans sa pratique politique, fort peu léniniste. «Analyser concrètement les situations concrètes», agir avec la dose nécessaire de cynisme en fonction des rapports de force, comprendre les bases matérielles d'une situation historique, et en déduire, comme Lénine, une stratégie qui sera ensuite mise en œuvre avec une précision militaire, tout cela lui est parfaitement étranger. Constatant que rien ne fonctionne, que la vieille machine est à bout, et le pays fourbu, il se jette dans l'inconnu - et ce sera la perestroïka : un slogan, dont le contenu ne cesse de changer, jusqu'à ce que la brèche ouverte dans l'ancien système soit assez large

pour que le flot déferle, emportant tout... Jamais événement ne fut moins pensé, moins maîtrisé. Entouré de traîtres et d'imbéciles soigneusement choisis par lui seul - il confesse avec ingénuité qu'il n'avait pas la main heureuse - Mikhaïl Sergueïevitch donne l'impression, lorsqu'il raconte ses années de pouvoir, de dévaler à tombeau ouvert, sans freins, une route de montagne : heureux à chaque instant de n'avoir pas encore versé dans le ravin.

À LA REMORQUE DES ÉVÉNEMENTS

Rien n'est plus frappant, de ce point de vue, que son comportement en politique étrangère. Il donne, du repli de l'URSS et du renoncement aux aventures extérieures, une version qui ne manque pas de noblesse : Hadrien évacuant les conquêtes de Trajan... Mais les longs et passionnants chapitres qu'il consacre aux rapports entre «l'URSS du changement» et le monde extérieur dessinent, par petites touches, une réalité moins glorieuse. Tout cela est à lire, ligne à ligne, et restera comme un témoignage irremplaçable, un document sans prix sur le tournant des années 90, la fin prématurée du XXème siècle. Mais comme cela paraît loin, déjà, et presque démodé ! Le grand discours de 1988 aux Nations unies, dont Gorbatchev dit un peu pompeusement qu'il trace «la ligne de partage» de la période, et qu'il répond à quarante ans de distance au discours par lequel Churchill avait dénoncé le «rideau de fer», apparaît aujourd'hui comme un tissu de banalités creuses, dont on est surpris d'apprendre qu'il les prenait pour des révélations de nature à changer la face du monde.

«Nous devons œuvrer tous ensemble pour assurer la suprématie des valeurs humaines universelles sur la multitude des aspirations égoïstes... Nous entrons dans une nouvelle phase de l'ordre mondial... La communauté internationale doit être composée d'États de droit dont la politique extérieure doit être entièrement fondée sur des règles juridiques...». Il cite, longuement, les éloges du *New-York Times* et du *Washington Post*, sans penser à la suite, et sans voir avec quelle brutalité les États-Unis ont balayé ces rêveries, avant de s'installer dans le rôle de la seule super-puissance, exerçant une hégémonie sans contrepoids et sans partage. Au vrai, nous l'avons échappé belle. Les mémoires de Gorbatchev nous rappellent qu'il y avait une perspective pire que l'hégémonie américaine, et qu'elle s'était esquissée, à Reykjavik et à Malte, avant l'effondrement de l'URSS : c'était le condominium russo-américain, les deux colosses décidant ensemble des affaires du monde, tranchant de tout, intervenant partout, avec cette subtilité dans l'analyse et cette légèreté dans l'action dont Américains et Russes ont donné, ensemble ou séparément, tant d'exemples. La défaite de Gorbatchev nous aura au moins épargné la réalisation de ce rêve, dont il reste inconsolable.

On l'a déjà compris, c'est pour son auteur que ce livre est cruel. En général, il faut attendre que des historiens se mettent au travail pour déboulonner les idoles, dissiper les légendes. Gorbatchev s'en est chargé lui-même, ce qui mériterait le respect - si c'était entièrement volontaire.

PIERRE GUIDONI

REPORTAGE

Sur la trace des enfants d'Israël

ALBERT LONDRES
Le juif errant est arrivé
Arléa 1997 224 p. 40 F

Albert Londres (1884-1932) n'en finit pas de passionner journalistes en herbe et grands reporters confirmés. Son style inimitable, son goût du voyage, sa passion pour les contacts humains, sa haine de l'injustice, son désir permanent de confronter les idées, même généreuses, à l'humble réalité des faits : tout cela fait de lui un modèle passé à la postérité.

Un prix Albert Londres récompense même les meilleurs grands reporters, membres d'une confrérie prestigieuse entre toutes. Une superbe biographie due à Pierre Assouline l'a mis en scène il y a presque dix ans déjà (chez Balland, puis Folio), mais ce texte reste d'actualité. Ses oeuvres, enfin, sont rééditées en permanence. Les éditions Arléa se sont engouffrées dans ce créneau... qui s'en plaindrait ?

Dernier texte paru, *Le juif errant est arrivé*. Ce reportage est repris des *Oeuvres complètes* publiées chez le même éditeur en 1992.

Ce titre est déjà tout un programme à lui seul. Nous sommes en 1929. Enfin célèbre, désormais choyé, Albert Londres délaisse quelques temps la Chine, le bagne, l'Afrique ou les fous, thèmes auxquels il s'est intéressé les années précédentes, pour découvrir le peuple juif dans sa multiplicité, de Londres à Prague, des ghettos de Varsovie à la terre promise. Il travaille toujours pour *Le Petit parisien* - «le plus fort des tirages du monde entier» -, et découvre un monde inconnu pour lui : celui des juifs. Peuple élu, peut-être, mais aussi peuple persécuté.

Il entre dans les chaumières les plus sordides de la Transylvanie ou dans les immeubles infects de Varsovie, où il découvre des misérables, souvent presque des sauvages, qui ne peuvent même pas mendier... comment mendier auprès d'aussi pauvres que soi ? Il nous décrit les pogroms : les morts, les pillages, les viols. Ce livre, fait de chair et de sang, rend justice aux communautés juives d'Europe. Aussi, Albert Londres nous montre des juifs anglais, presque parfaitement assimilés, réussissant dans les affaires, possédant chez eux un portrait de Herzl, celui qui a réveillé un peuple endormi depuis dix-neuf siècles, tout

en rejetant le sionisme, au moins pour eux.

Il nous entraîne en Palestine, rencontrer ces juifs «qui avaient la patrie juive dans le sang». Ils ont posé leur bâton de juif errant, pour prendre la charrue, et travailler cette terre, «leur» terre. Mais, de l'autre main, très vite, ils ont dû tenir une épée, pour se battre - avec leur foi, mais aussi avec leur orgueil - contre de nouveaux ennemis.

Albert Londres pense que le juif errant est enfin arrivé. Mais il ne nous masque aucune des difficultés potentielles, qui deviendront une réalité, quand l'étoile de David flottera fièrement sur une partie de la Palestine. Nous ne sommes avec Londres qu'en 1929 : dix-sept ans avant la naissance de l'État hébreu.

DENIS LEFEBVRE

NB : Le même éditeur continue de mettre Albert Londres à l'honneur. Il vient de republier dans la même collection, *Terre d'ébène*, compte rendu de son voyage en Afrique en 1928, et il met en vente un album intitulé *Putain d'Afrique ! Albert Londres en terre d'ébène* (130 F). Mis en scène par Didier Folléas, cet album recueille des photos prises par Londres à l'occasion de son voyage, et retrouvées par hasard il y a quelques années.

Nouvelles approches de la Résistance

Alors que les feux de l'actualité se concentrent une fois de plus avec le procès Papon sur le "syndrome de Vichy", l'historiographie de la Résistance, trop longtemps délaissée, connaît une vitalité renouvelée. Ce dynamisme se manifeste par la soutenance de thèses nouvelles - les lecteurs de L'OURS seront sans doute intéressés de savoir qu'Alya Aglan vient de soutenir une thèse sur le mouvement Libération-Nord - par des colloques et débouche sur des rencontres éditoriales, comme ce recueil particulièrement intéressant d'articles.

«Pour une histoire sociale de la résistance»

sous la direction d'A.Prost

Le Mouvement social, n°180,
juillet-septembre 1997, 264 p.

Publié sous la direction d'Antoine Prost, ce numéro spécial du *mouvement social* rassemble les contributions d'historiens auteurs de travaux sur les mouvements (Laurent Douzou pour Libération-Sud, Olivier Wieworka pour Défense de la France, Daniel Virieux pour le Front national), d'études régionales (Jacqueline Sainclivier pour l'Ille-et-Vilaine, Jean-Marie Guillon pour le Var, François Marcot pour la Franche-Comté), sur des catégories sociales ou des branches professionnelles (Christian Chevandier pour les cheminots, Gisèle Schapiro pour les intellectuels, Anne Simonin pour les médecins), sur les femmes (Claire Andrieu), sans oublier Dominique Veillon du CNRS. Ce numéro prouve tout l'intérêt de la confrontation des travaux à ce stade de la recherche (on regrettera le manque d'études sur le NAP - noyautage de l'administration publique - et le super-NAP), et démontre que les rencontres

organisées par l'Institut d'histoire du temps présent ont permis d'esquisser des problématiques communes.

L'histoire sociale de la Résistance pose des problèmes méthodologiques spécifiques. Qu'est-ce qu'un résistant ? Quelle source permet de le cerner ? Comment interpréter les résultats des enquêtes sociologiques faites à partir des sources disponibles ? Comment devient-on résistant ? La Résistance a-t-elle transformé les résistants ? Comment expliquer la place respective des grandes catégories sociales, comme la faiblesse du nombre de paysans ou l'importance des cheminots ? La Résistance a-t-elle recomposée la base sociale du pays ou ses élites ? ...

Telles sont quelques unes des questions de fond abordées dans cet ouvrage collectif.

L'ENTRÉE EN RÉSISTANCE

Deux concepts, intentionnalité et fonctionnalité, élaborés par François Marcot, sont au centre des travaux :

- intentionnalité, car l'entrée dans la Résistance est la conséquence d'un choix. Ce qui, rapporté à des groupes sociaux, explique le moindre engagement des paysans qui se reconnaissent longtemps dans la fidélité et les valeurs du Maréchal Pétain ; et, au contraire, l'engagement de groupes dont les valeurs ou les intérêts sont en contradiction

avec la politique vichyste, comme les instituteurs, officiers, ouvriers, etc.

- fonctionnalité, car la Résistance est action. Pour être efficace, elle sollicite certaines catégories : cheminots dont C. Chevandier retrace la place, voyageurs de commerce, postiers... Le recrutement varie avec l'évolution des besoins et des organisations, donc avec le temps. Ainsi, il n'est fait appel massivement au monde paysan qu'après l'instauration du STO en 1943.

Les deux principes sont liés dans la réalité et parfois difficiles à distinguer. L'instituteur secrétaire de mairie fabriquant de faux papiers, le fait-il du fait de sa culture laïque et républicaine ou du fait de sa position sociale ?

L'entrée en résistance prend aussi parfois la forme d'adhésion collective, répondant à d'anciennes sociabilités. On citera, par exemple, l'engagement de pans entiers du mouvement socialiste ou de l'appareil syndical, pour lesquels la recommandation de leaders bénéficiant d'un véritable magistère moral, Léon Blum pour le premier et Léon Jouhaux pour le second, fut essentielle.

Le raisonnement, on le voit, ne peut être purement sociologique. De même la lecture en terme de sur-représentation ou de sous-représentation d'une couche sociale dans la Résistance par rapport à la population est à relativiser.

La sur-représentation des couches moyennes et supérieures répond au principe de fonctionnalité. A l'inverse, Claire Andrieu montre que la place des femmes, qui peut paraître relativement modeste, correspond en fait à un degré d'engagement social exceptionnel dans l'histoire de la société française. François Marcot a établi le théorème suivant : «*La sociologie de la Résistance est d'abord le reflet de la sociologie des besoins de la Résistance*». Ces réflexions et problématiques pertinentes pour la Résistance ouvrent, nous semble-t-il, des pistes fécondes pour l'histoire générale de l'engagement et du militantisme.

On ne saurait résumer en quelques lignes l'apport de chaque contribution. D'autant que l'on peut suivre le plan de ce dossier ou avoir une lecture transversale des articles. Ainsi, sur la question de l'âge. Dans son étude sur "L'entrée en résistance", Laurent Douzou pose d'emblée la question de la chronologie, en distinguant les temps pionniers, 1940-1942, et la Résistance parvenue à maturité. Les premiers résistants réagissent, au sens fort de ce terme, à une situation jugée intolérable, sans souci d'efficacité pour s'affirmer comme des hommes libres. Ils bénéficient par la suite du privilège - oh combien dangereux ! - d'antériorité, qui fonde la hiérarchie de la Résistance. Ceux qui adhèrent par la suite, ou plutôt sont recrutés, adoptent les règles et les cultures fixées par les pionniers, clandestins ou immergés dans la vie sociale. La date d'engagement dans l'action

détermine ainsi des phénomènes de génération qui ne respectent pas l'âge biologique et des rapports de pouvoirs et d'autorité différents de ceux de la société civile. Les mouvements sont plus jeunes que les réseaux, car leurs tâches difficiles conviennent à des gens expérimentés, etc.

ANTI-VISCHYSME = RÉSISTANCE ?

Daniel Virieux ouvre une longue réflexion, dans un style parfois ardu et dans un «maquis» de sigles et d'abréviations, sur le rapport Résistance-profession. Historien du Front national, mouvement lié au PCF qui, par la volonté de ce dernier, s'est constitué sur la base des professions, il apporte des réflexions utiles, mais qui ne sont pas sans poser problèmes.

Ainsi, il considère que la défense des intérêts catégoriels constitue un acte de résistance car elle est contraire à la volonté nazie de faire fonctionner l'appareil productif français à son service et à l'idéologie de Vichy qui veut abolir la lutte des classes. Il nous semble ainsi remettre en question pour le PCF la rupture fondamentale que constitue le mois de juin 1941, en considérant que l'antivichysme des communistes était acte de résistance à l'Allemagne, ce que l'historiographie non communiste récuse. Sa lecture par la grille de la profession valorise sans cesse le rôle du PCF, au risque d'évacuer en quelques mots des questions fondamentales comme les tensions existant entre une ligne d'unité nationale et les traditions professionnelles de lutte des classes ou les contradictions au sein de professions particulières qu'illustrent les deux intéressantes études finales sur les médecins et les écrivains.

Le mouvement social livre un numéro stimulant, qui s'achève par une recension fort utile des notes de lectures de la revue portant sur la Résistance. Il permet d'analyser la Résistance comme groupe social et de cerner son impact sur la société française.

GILLES MORIN

Léon Blum dans le texte

LÉON BLUM

Discours politiques

Présenté par Alain Bergounioux
Imprimerie nationale «Acteurs de
l'Histoire» 1997 292 p. 170 F

Sous ce titre, en un volume de trois cents pages, Alain Bergounioux, historien et secrétaire national du Parti socialiste, reproduit (presque toujours intégralement) le texte de seize discours prononcés par Léon Blum.

En présence d'un ouvrage de cette nature, on est toujours tenté de chercher chicane à l'auteur : pourquoi avoir mis tel discours ? Pourquoi avoir choisi celui-ci plutôt que celui-là ? On ne s'engagera pas dans cette querelle. D'abord parce qu'on ne parvient jamais à la clore. Et surtout parce que, tout compte fait, les textes retenus par Alain Bergounioux sont ceux qui éclairent le mieux la pensée et l'action de Léon Blum.

Citons quelques exemples.

Le discours de Tours, naturellement, qu'on ne peut relire sans s'étonner encore une fois de la lucidité de cette analyse du bolchevisme, analyse sans cesse justifiée à mesure que le siècle allait vers sa fin ; le discours prononcé à Hambourg en mai 1923, lors de la reconstruction de l'Internationale socialiste, où l'on a la surprise de trouver quelques pages qui s'appliquent à la situation actuelle de l'Europe balkanique ; la justification devant le congrès socialiste de novembre 1938 d'une politique de résistance à Hitler ; la sévère admonestation adressée aux militants, en août 1946, lors du congrès qui a porté Guy Mollet au secrétariat du Parti socialiste, etc.

Le volume s'achève sur un texte d'avril

1948, souvent désigné sous le titre «Discours de Stresa», mais finalement assez peu connu, bien qu'il exprime le dernier état de la pensée politique de Léon Blum.

Une introduction d'une cinquantaine de pages nous offre à la fois un rappel des étapes de la carrière de Léon Blum, dont l'unité est mise en évidence, une explication de ses prises de position dans la période de reconstruction du Parti socialiste jusqu'à la victoire de 1936, l'esquisse d'une analyse de l'évolution de Léon Blum, amené au lendemain de la deuxième guerre mondiale à considérer la sauvegarde de la démocratie représentative comme l'enjeu majeur du combat politique. Regrettons une formule qui dans sa sécheresse nous paraît tout à fait injuste : «*Sans aucun doute*, écrit Alain Bergounioux, *il a mal apprécié la nature du nazisme*» (p. 23). La sévérité de ce jugement est atténuée par la suite du commentaire. Elle n'en est pas moins inacceptable, comme le montrent tant d'articles écrits avant même la conquête du pouvoir par Hitler, notamment un article du 3 août 1932 qui souligne la différence entre «Hitler et ses bandes» avec «la vieille Allemagne, impériale, féodale, patronale, son orgueil collectif», adversaire redoutable de la démocratie et du socialisme, et pourtant moins dangereuse que le nazisme, dit Blum.

On ne peut clore cette présentation sans avoir noté le caractère agréable de la typographie et sans avoir signalé que les indications bibliographiques sont très suffisantes, quoique moins abondantes que celles des thèses universitaires, pour qui veut approfondir la connaissance de Léon Blum et de la période où s'est déployée son action.

ROBERT VERDIER

PUB
Socotec

Femmes socialistes... femmes politiques

Elisabeth Guigou et Marie-Noëlle Lienemann ont chacune publié un livre l'an passé. Leurs choix d'écriture diffèrent, mais permettent de réfléchir sur la situation des femmes en politique et en socialisme aujourd'hui.

Martine Aubry de son côté a fait l'objet d'une biographie. Trois raisons de se pencher sur le cas des femmes dans la démocratie française. Une occasion aussi de revenir sur quelques stéréotypes culturels.

ELISABETH GUIGOU

Etre femme en politique

Plon 1997 274 p 118 F

MARIE-NOËLLE LIENEMANN,

Madame le maire

Ramsay 1997 330 p 115 F

PAUL BUREL & NATACHA TATU

Martine Aubry. Enquête sur une énigme politique

Calmann-Lévy 1997 274 p 120 F

L'actuel ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, a choisi de construire sa réflexion sur ce thème. Elle est effectivement révoltée par l'actuelle inégalité des sexes dans la vie publique. Toutes les difficultés proviennent du «machisme politique», terme dont la définition court tout au long de l'ouvrage et pour lequel l'auteur dit son mépris dès la première ligne de son essai. Le «macho», c'est celui qui s'attaque aux plus faibles, les femmes au premier chef. Il regarde toutes les différences comme des tares. Il se sent supérieur, socialement, racialement, sexuellement. Ce machisme, Elisabeth Guigou en a éprouvé la force dans son enfance lointaine, au Maroc et surtout, plus récemment, lors des campagnes électorales qu'elle a dû mener dans le Vaucluse. Injures sexistes, pièges de prétendus camarades politiques et plaisanteries scabreuses, rien ne lui fut épargné comme à tant de ses collègues femmes de gauche ou de droite. Des rumeurs même sur ses relations avec François Mitterrand avaient été savamment orchestrées en 1989.

UNE RÉFLEXION SUR LA PLACE DES FEMMES EN POLITIQUE

De cette expérience et de la discussion avec d'autres femmes chargées de responsabilité, elle a tiré une réflexion sur les freins qui empêchent une implication plus massive des femmes dans la vie publique en France. L'ignorance de l'histoire lui paraît le premier élément discriminant. Car, sous l'Ancien Régime, les femmes occupaient des fonctions politiques essentielles. Leur retrait est venu de la constitution exclusive d'un suffrage masculin dès la Révolution. Or, encore de nos jours, les manuels scolaires ne s'interrogent toujours pas sur cette énigme de l'éclipse féminine. Une éclipse qui a duré jusqu'en 1944 ; une éclipse qui demeure à regarder la faible présence féminine dans les institutions représentatives. La deuxième raison de cette carence démocratique réside peut-être dans un certain mépris de l'activité politique qui fut le fait même du féminisme des années 1970. On dédaigna alors de rechercher une position meilleure pour les femmes en politique, car l'urgence était la transformation des relations sociales. Enfin, la dernière cause du présent déficit est à chercher dans l'organisation même de la vie politique. La centralisation et la concentration du pouvoir et le cumul des mandats ont permis la constitution de véritables potentats locaux qui empêchent l'émergence de nouvelles figures, spécialement féminines, en politique. Surtout, les partis sont devenus des

machines misogynes qui entravent les candidatures de femmes au nom d'arguments dont la mauvaise foi est criante.

POUR LA PARITÉ FEMMES-HOMMES

Pour cette raison, Elisabeth Guigou adhère à l'idée d'une réforme constitutionnelle pour gagner la parité et dont l'idée avait été relancée en 1996 par l'ancienne ministre socialiste, Yvette Roudy (1). Dans ce combat, elle rejoint d'autres figures éminentes dont la militante Gisèle Halimi (2). Nous ne pouvons que saluer cette entreprise qui ouvre enfin le débat sur un des angles morts de notre démocratie.

Mais l'enjeu véritable du livre est ailleurs. Existe-t-il une manière féminine de faire de la politique et si oui laquelle ? Le Garde des Sceaux répond affirmativement, et dresse dans son troisième chapitre la liste des qualités éminentes des femmes publiques (pp. 156-161). En voici la liste : les femmes ont une meilleure compréhension des faits de la vie quotidienne; elles ont une plus grande résistance à l'engrenage fatal du pouvoir ; elles sont moins sensibles à l'autosatisfaction et au narcissisme ; elles ont plus de simplicité dans l'action et ne recherchent pas le décorum. Bref, les femmes savent «parler clair et agir concret» (p.161). Là, la démonstration a un côté aussi stéréotypé positif que le discours machiste. Elle reprend des représentations anciennes qui ne semblent pas loin d'être une simple mise au goût du jour des idées bourgeoises du XIXe siècle sur l'incapacité féminine à l'abstraction ou encore le côté terre-à-terre des mères.

Un sentiment identique se dégage à la lecture de l'ultime chapitre qui s'interroge : «Les femmes changeront-elles la politique ?» La tentative de répondre à partir des exemples de femmes parvenues ponctuellement au pouvoir ne suffit pas. Il faut imaginer qu'avec la parité, l'ensemble d'une société modifiera son rapport à l'autre sexe dans la répartition du pouvoir et peut-être même dans sa définition. Rien à voir avec l'exercice de responsabilité d'une femme, fût-elle une éminente socialiste comme Edith Cresson, dans un univers que dominent des hommes et où pullulent encore les machos. Les qualités spécifiques des femmes ? Nous les pourrions juger le jour où les femmes, parvenues à une égalité réelle et donc à une présence paritaire (ou presque) dans les institutions publiques, exerceront pleinement le rôle de décideurs.

UNE FEMME SOCIALISTE DANS LA POLITIQUE MUNICIPALE

Marie-Noëlle Lienemann est elle aussi partisane de la parité, comme toutes les femmes membres de la direction du PS. Son propos n'est pas de repenser la place de la femme. A travers une chronique de l'année 1996, à laquelle se mêlent des souvenirs de militante, il s'agit pour elle de repenser le lien civique. Elle décrit donc la vie d'un maire d'une agglomération de banlieue, Athis-Mons. Construction de logements sociaux, réunions de travail avec les jeunes des cités, demandes relatives au traitement des ordures ménagères dans un syndicat de communes qui fonctionne à la limite de l'illégalité, nous apprend-elle : voilà son pain quotidien. Ses relations avec ses enfants occupent une place

capitale, au point que par moment la lassitude gagne : «C'est vrai que parfois je trouve insupportable de devoir être Superwoman. Toujours disponible avec les enfants, avec le mari, bonne à la cuisine, bonne au lit, bonne à la mairie. Bref, mieux que l'infailibilité pontificale.» (pp. 21-22).

Tout cela n'esquisse cependant pas véritablement un projet politique. Par touches seulement, on voit son engagement antiraciste, son goût pour l'idéologie républicaine, un certain désir de régler pacifiquement les problèmes sociaux. Elisabeth Guigou ne rejeterait pas ces points, mais privilégie d'abord les questions internationales, et rappelle son attachement européen profond. Pour être femme on n'en a pas moins des divergences de vues.

LA FEMME EST AUSSI UN ANIMAL POLITIQUE

L'idéologie retrouve en effet ses droits dans la préparation comme dans l'exercice du pouvoir. La récente biographie de Martine Aubry permet d'aborder ce phénomène. On y voit la jeune Martine Delors grandir dans un milieu fait de syndicalistes, d'hommes politiques et d'intellectuels que son père invite souvent à la maison pour déguster le bœuf bourguignon dont sa mère a fait sa spécialité. Assas, Sciences po, l'ENA, un cursus rectiligne mais qui ne fut pas pensé comme tel par Martine. Elle y rencontre deux amis. Le premier, Jean-Louis Capitaine, ne se démentira pas et lui sert souvent de conseil politico-amical. Le second, Xavier Aubry, devient finalement son mari. De détail en anecdote, la biographie se poursuit sans

omettre de nous présenter le réseau extraordinaire de relations que cette étoile de la politique entretient à gauche comme à droite (Séguin lui accorde sa confiance), dans le monde syndical comme dans celui de l'entreprise.

Le personnage de ce roman journalistique évolue. Initialement généreux et ouvert, il devient de moins en moins tolérant et se durcit à mesure qu'il gravit les échelons du pouvoir. Martine Aubry paraît même se transformer en une sorte de machine à commander. Conclusion 1 : le pouvoir aurait aussi une capacité d'érosion délétère sur les femmes. Conclusion 2 : Martine Aubry est un vrai homme d'Etat qui sait payer davantage de sa personne à mesure que les privilèges qui lui sont accordés par le suffrage sont plus nombreux et que les enjeux pour la nation sont plus importants.

A considérer ces différentes figures, le lecteur voit s'esquisser une singularité des femmes politiques en socialisme. Elles portent les mêmes charges que les hommes mais s'y ajoute une exigence supplémentaire, celle de la compétence et du travail. Chacune d'elles, en effet, a une activité débordante, en fait toujours plus. Chacune aussi manifeste son désir de justice et d'égalité, en politique, dans la vie sociale, entre hommes et femmes.

FABRICE D'ALMEIDA

(1) YVETTE ROUDY, *Mais de quoi ont-ils peur? Un vent de misogynie souffle sur la politique*, Albin Michel, 1995, 224 p.

(2) GISÈLE HALIMI, *La Nouvelle Cause des femmes*, le Seuil, 1997, 226 p

PRESSE

Les politiques en confidence

ANNE SINCLAIR

Deux ou trois choses que je sais d'eux

Grasset 1997 321 p 118 F

Élément important de la classe médiatique française, Anne Sinclair a entendu profiter d'un peu de répit dans ses activités professionnelles au quotidien pour revenir sur ces récentes années qui ont été marquées par la présidentielle de 1995, et par les législatives de 1997.

Il y a du bon et du moins bon dans ces quelques 300 pages. Regrettons un usage surprenant des virgules ou un style parfois haché, qui rendent la lecture difficile, et surtout quelques complaisances regrettables, de ces «renvois d'ascenseur», hélas si fréquents. Ainsi, quand l'auteur cite avec force compliments dans son livre nombre de ses confrères, tels Pierre-Luc Séguillon ou Jean-Marie Colombani.

Un livre aimable, basé surtout sur des

entretiens, qui décevra sans doute les spécialistes de la chose politique et les militants de tous bords, qui resteront sur leur faim, mais qui satisfera l'honnête homme, le citoyen de base, parfois saturé d'informations, au point de ne plus s'y retrouver, et qui s'offrira ici l'occasion de s'arrêter un peu, et de faire un bilan sur ces mois si riches en événements et en surprises de taille, à défaut de l'avoir été en débats politiques de fond.

Anne Sinclair nous remet en situation les uns et les autres, de droite comme de gauche, évoque leurs certitudes mais aussi leurs doutes. Elle le fait souvent avec des formules qui portent. Ainsi, quand elle nous brosse un portrait de Jacques Chirac, «cheval de course capable de tenir la distance et la vitesse». Les pages consacrées à Lionel Jospin ne sont pas moins intéressantes. Elles nous montrent un homme un temps battu, voir bafoué, qui se révèle finalement être une bête politique qui sait où il veut aller, et qui sait rester lui-même.

ANNE THAYES

Ne jetez pas vos archives (documents, presse, photos, affiches, tract, professions de foi, gadgets...) et vos livres : enrichissez les fonds de L'OURS et sa bibliothèque.

Quand la classe ouvrière fait le spectacle

Les Virtuoses

M. HERMAN 1997

The Full Monty (Le grand jeu)

P. CATANEO 1997

Marius et Jeannette

R. GUEDIGUIAN 1996

En 1997, les spectateurs français se sont précipités dans les salles pour faire la fête à deux films anglais, *Les Virtuoses* et *Full Monty*, et un film «marseillais», *Marius et Jeannette*. Si les scores de fréquentation réalisés par ces trois films les placent encore loin derrière les superproductions américaines ou les rares surprises socio-drolatiques franchouillardes, le succès populaire qu'ils ont rencontré mérite certainement que l'on s'y arrête. Car, en ces trois occasions, le grand public s'est assis devant un grand écran pour suivre les aventures souvent tragiques d'une communauté ouvrière menacée de disparition dans nos sociétés occidentales développées.

Mais signalons d'entrée qu'ils s'agit de trois vrais films, de vrais mélés. Les acteurs ont des gueules formidables, les images sont belles, le rythme rapide, et dans leur facture, ces productions n'ont rien à envier aux grosses machines américaines. Sauf qu'on sort de la projection un peu plus riche, et que l'on se souviendra longtemps des personnages dont on a suivi les aventures.

SOLDER LES ANNÉES THATCHER

Si *Full metal Jacket*, de Kubrick et *Apocalypse now*, de Coppola, ou *Voyage au bout de l'enfer*, ont participé au travail de deuil de la société américaine face à la guerre du Vietnam, *les Virtuoses* soldent d'une façon terrible les années Thatcher. Il faut avoir vu ce jeune mineur, fils de mineur, petit-fils de..., dont le père chef de la fanfare est en train de cracher en cachette tout le charbon avalé, ouvrier criblé de dette depuis la dernière grève, harcelé par les huissiers, quitté par sa femme, condamné à faire le clown – au sens littéral du terme – pour les anniversaires des enfants de la bourgeoisie anglaise, craquer devant un christ en croix et l'engueuler : « Il nous a pris John Lennon, (...) une quinzaine de mineurs sont morts la semaine dernière, et Maggie Thatcher est toujours vivante ! » Toute la violence de cette société est résumée dans cette scène.

Des *Virtuoses* à *Full Monty*, c'est en fait, dans un cadre sensiblement identique, à trois années de distance, la même histoire qui se poursuit. Là, la fanfare de la mine qui a rythmé la vie des gueules noires a juste 100 ans. Un premier conflit, en 1984, a permis de repousser l'échéance inexorable, la fermeture des puits. Dix ans plus tard, les mineurs-musiciens dans la fanfare à leurs heures perdues, menés à la baguette par un chef intraitable, sont confrontés à un choix terrible qui n'en est pas un : accepter la prime de licenciement – qui entraîne la fermeture de l'usine – ou la refuser – ce qui reviendra finalement au même, ils le savent sans oser se l'avouer – mais sans la prime. Alors dans cette roulette russe à six balles, les décisions ayant été prises ailleurs et depuis longtemps, tout le monde ment à tout le monde : le patron à ses cadres, le patron aux syndicats, les syndicats à leurs militants, les mineurs aux mineurs, les musiciens à leur chef d'orchestre, les hommes à leurs femmes, les parents à leurs enfants... ou alors tout le monde se tait. Il n'y a plus de dialogue, car toute parole est dérisoire quand au bout il y a la perte de ce qui structure leur vie. Il reste cette musique de fanfare, entraînante, entêtante, qui fait tout oublier... et qui s'éteindra avec la fermeture du puits. Cette musique qui pourtant permet de crier plus fort que tout et de retrouver la magie du groupe uni quand tout se dénoue. L'usine fermera, mais l'orchestre aura gagné à Londres, à l'Albert Hall, le concours de la meilleure fanfare. Ces hommes et leurs femmes vont retrouver leur dignité dans ce pied de nez au sort.

Ici, aujourd'hui, trois ans plus tard, les mines et les usines ont fermé dans l'ex-Angleterre industrielle. Les ouvriers n'ont plus de travail, ils s'occupent dans les antennes locales des équivalents de nos

ANPE à la recherche d'un emploi improbable. L'un est sauvé du suicide par des ouvriers qui n'ont rien d'autre à lui offrir que leur amitié. Seul, l'ancien contremaitre qui n'a pas encore osé avouer à sa femme qu'il est chômeur veut encore y croire. Pour les autres, il n'y a rien à attendre, il faut se débrouiller, seuls. Alors, dans ce contexte, lorsque que l'on a pas de formation, il n'y a plus qu'à faire le clown, comme à la télé, comme au cinéma. D'où, l'idée, ô combien originale, après le succès rencontré par le spectacle des «Chippendales» dans une boîte du coin, de faire la même chose. Ils recruteront des ouvriers déclassés comme eux et arriveront, avec talent, et sans honte, à monter un vrai show d'hommes. Dans cette entreprise loufoque, incongrue, ils retrouveront de cet entrain qui permet de regarder l'avenir avec des lunettes moins noires.

Ces hommes attachés à ce qui fut leurs racines, leur enfance et leur vie jusqu'alors, jetés sur le bord de la route par une société qui n'a plus besoin d'eux et qui ne vise qu'à la rentabilité, ont compris quelque chose d'essentiel : il faut regarder l'avenir en face. Ce cinéma anglais ne fonctionne pas à la nostalgie, il avance droit devant lui, marche aux larmes et aux éclats de rire, et prend la société telle qu'elle est, avec toutes ses contradictions. Il est bien ancré dans le présent, et c'est ce qui fait sa force : quand, à la fin du concours de fanfare, le vieux chef d'orchestre agonisant vient expliquer dans un beau discours que ses virtuoses vont refuser leur récompense parce que c'est le seul moyen pour que les médias parlent du seul événement qui compte, la mise au chômage de

centaines de mineurs, il a tout compris de notre univers médiatique. Mais quand, quelques minutes plus tard, un des musiciens vient récupérer dans les mains d'un des membres du jury – qui ne comprend pas – la coupe que le chef vient de refuser, en la prenant parce qu'ils l'ont gagné, on en revient, loin des grands discours, à la satisfaction de pulsions quasi-enfantines. De même, nos Chippendales du pauvre savent bien que pour faire parler d'eux et drainer la foule féminine, puisqu'ils n'ont pas des pectoraux d'acier, il leur faudra tout montrer. Ils vivront les affres de ce dévoilement intégral qui leur en apprendra sur eux plus qu'ils ne l'imaginaient. Et leurs amies-spectatrices leur seront reconnaissantes d'avoir osé aussi loin.

Dans ce cinéma, les personnages ont évolué au cours du film, ils ont appris et tiré leçon des épreuves – sans en donner. Ce qui frappe – et tire les larmes –, c'est la tendresse du regard porté, et la drôlerie des situations dans un univers sordide, où la solidarité n'est pas un vain mot. Les fils aident finalement les pères à assumer leur situation, les femmes sont là, pour peu qu'on leur parle, et qu'on leur fasse partager la difficulté du temps. Mais quelles difficultés de communication, sauf par le rire et les larmes ! Des sentiments bruts qui parlent aux tripes, avec des mots grossiers et des situations obscènes. Des films politiquement «malcorrects». *Full monty* ne fait pas dans la dentelle et pose très crûment une excellente question : qu'est-ce qui le plus obscène, être un homme et montrer ses fesses ou être un homme et subir le chômage ?

NOSTALGIES FRANÇAISES

FRÉDÉRIC CÉPÈDE

LITTÉRATURE

Ragon : itinéraire culturel

MICHEL RAGON

D'une berge à l'autre

Albin Michel 1997 98 F

Après de nombreux romans et une œuvre abondante d'historien de l'art et de théoricien de l'architecture, Michel Ragon nous offre, avec *D'une berge à l'autre*, la première partie, très attendue, de son autobiographie.

Ce volume couvre la période 1943-1953. L'existence antérieure de Michel Ragon, ses racines vendéennes, ayant été évoquées par ailleurs (1), il est judicieux qu'il ait commencé le récit de son parcours culturel et affectif au moment où il quitte Nantes, premier lieu d'initiation à la vie de l'esprit, pour Paris où s'accompliront sa formation intellectuelle et son destin d'écrivain majeur de son époque. Défilent alors, après les Nantais célèbres René-Guy Cadon et James Guitet, ceux qui ont été ses modèles et ses amis : Henry Poulaille, Lucien Bourgeois, Ludovic Massé, Édouard Dolléans, compagnons de son premier choix esthétique, la littérature prolétarienne. Puis viennent la poésie, la peinture, l'anarchie, cette «voie libertaire» qu'il parcou-

rut en compagnie, entre autres, d'Armand Robin, Maurice Joyeux et Louis Lecoin, et à laquelle il restera fidèle toute son existence. Quant aux peintres, dont la carrière débutait alors en même temps que celle du jeune critique, ce sont Soulages, Mathieu, Poliakov, Hartung... ce qui prouve pour le moins la lucidité et la sûreté du goût de Michel Ragon, qui les défendait alors, et qui fit beaucoup pour la promotion de l'art abstrait.

Ce livre est passionnant à plus d'un titre. Non seulement pour découvrir la personnalité attachante, multiforme et talentueuse d'un écrivain en devenir, mais encore pour comprendre les sources intellectuelles et artistiques de ce demi-siècle, le nôtre. Car Ragon ne nous livre pas un parcours autobiographique banal. Il s'agit, par thème, de ses affinités artistiques, politiques, intellectuelles, de ses combats. Une biographie culturelle, en somme, qui est tout entière impliquée dans un monde qu'elle nous aide à déchiffrer. Un ouvrage essentiel, sympathique, qui se lit comme un des meilleurs romans de Michel Ragon.

GUY BORDES

(1) Notamment dans *L'Accent de ma mère* (Albin Michel) ; *J'en ai connu des équipages* (JC Lattès) ; *Ma vendée* (Christian de Bartillat)

Pour Aragon

Pour les uns, vieille fripouille suivant, pas à pas, les chemins sinueux d'un communisme aux couleurs de Staline, chantant, en vers de mirliton, le retour de Maurice Thorez de la patrie des Soviets.

Pour les autres, élève surdoué se glissant du surréalisme au communisme, d'André Breton à la IIIe Internationale, en étant, d'abord, le meilleur écrivain de sa génération.

Qu'il adore le con d'Irène ou soupire devant les yeux d'Elsa, qu'il pratique l'autocritique avec la même ferveur que Gille de Rais taquinait les garçonnets, Aragon n'échappe ni aux simplifications (abusives), ni aux polémiques (stériles), ni aux procès (d'intention).

Il n'est dupe de rien, lui qui sait tout.

Il convient de remercier Jean Ristat, l'héritier, d'avoir confié à Claude Durand, pour les éditions Stock, la réédition d'une partie de cette oeuvre immense. *J'abats mon jeu*, recueil d'articles et d'interventions ; *Les adieux* ; *Les chambres*, poèmes ; *Les communistes*, roman militant, vous attendent.

Ne boudez pas Aragon. Trois lignes de lui valent la production romanesque de cette dernière décennie...

PIERRE YSMAL

Autour de la laïcité un combat dans la République

Écrire sur la laïcité relève souvent de la gageure car l'historien n'échappe pas aux résonances d'un débat immédiat sur la question. L'actualité, justement, est aussi abordée par Jean-Marie Mayeur dans son dernier ouvrage, *La question laïque, XIXe-XXe s.* Il est vrai que l'auteur dispose d'une parfaite connaissance de l'histoire politique, sociale et religieuse de la France du XIXe siècle et qu'il a rédigé une remarquable synthèse sur «la question sociale» dans le tome XI de *L'Histoire du christianisme* (1).

JEAN-MARIE MAYEUR

La question laïque XIXe-XXe siècles

Fayard «L'espace du politique»
1997 239 p. 95 F

Deemblée, Jean-Marie Mayeur cherche une voie médiane entre le discours sur la laïcité et l'histoire érudite. Le pari est audacieux, car il s'expose ainsi aux critiques des uns, considérant que les prises de positions ne sont pas assez tranchées, et des autres affirmant qu'il manque tel ou tel aspect de la question. Force est de reconnaître que les promesses sont tenues, même s'il nous semble qu'il faut distinguer entre les différentes périodes traitées.

AU TEMPS DE LA SÉPARATION ET DE SES CONSÉQUENCES

Le titre même de l'ouvrage et son découpage ne laissent planer aucune ambiguïté sur les temps forts de la question, ceux de la IIIe République. Jean-Marie Mayeur, qui a repris et actualisé ici ses articles majeurs et ses communications à des colloques sur le thème, expérimente une méthode qui donne, au total, des résultats satisfaisants.

Le chapitre initial sur «Laïcité et système concordataire» donne le ton. L'auteur fait des choix en renonçant à l'exhaustivité. Ainsi s'impose un compromis entre la factualité et une réflexion d'ensemble sur le problème considéré. Par conséquent, pour saisir la pertinence des développements sur la république, le lecteur doit non seulement ne pas être inculte sur l'histoire de la IIIe République mais aussi avoir une idée précise des travaux historiographiques sur la laïcité. Des formules telles «on se limitera ici...» (p. 43) ou «ce n'est pas le lieu d'évoquer ici...» (p. 76) risquent de décourager plus d'un néophyte, mais la démonstration est à ce prix.

Jean-Marie Mayeur connaît parfaitement les sources, ce qui lui permet de mettre en lumière tel fait ou tel personnage qu'il considère comme paradigmatiques de la période. Comme toujours en la matière, ces choix pourraient être contestés ; mais fort peu, au demeurant.

L'auteur aurait pu s'en tenir aux grandes figures du débat sous la IIIe République, dérouler le fil de la chronologie de Ferry à Combes. A ces deux hommes, deux autres personnages sont préférés : Ferdinand Buisson et de Louis Barthou. Il ressort de cette démonstration l'évolution du concept de laïcité. On est passé, dans les deux dernières décennies du XIXe siècle, d'une laïcité qui implique le respect des consciences et le respect des religions, à une laïcité de combat qui a envenimé la controverse autour de la loi de 1901. Jean-Marie Mayeur montre bien que toutes les attitudes se remarquent sur l'échiquier politique, entre deux pôles constituées par l'antireligiosité et la tolérance. Ainsi, l'affrontement entre «cléricaux» et «laïques» ne se réduit pas à une lutte manichéenne. Sur la moyenne durée, les hommes

de pouvoir ont, dans l'ensemble, adopté des positions raisonnables qui ont permis l'accalmie qui se manifeste dans les années 1920. Au-delà des discours, la laïcité s'est enracinée dans la république au point de devenir une valeur de référence. Les trois chapitres sur «Les républicains et la laïcité», «De l'idée à la politique laïque» et «La laïcité de l'État», constituent des pages de référence sur un sujet délicat.

RUPTURES ET CONTINUITÉS

Ensuite, à juste titre, l'auteur consacre un chapitre, très bref, au gouvernement Daladier qui marque une rupture chronologique. Son développement s'organise en deux parties. Tout d'abord, Jean-Marie Mayeur essaye de comprendre comment l'Église - terme générique qui mériterait d'être nuancé - apporte son soutien à Daladier. Ensuite, il s'intéresse à la politique religieuse de ce gouvernement. Un «esprit nouveau» se remarque donc. C'est à cette aune qu'il convient de repenser les relations entre l'Église et l'État pendant la guerre.

Suite à l'expérience du Front populaire qui suscite tant de craintes dans les milieux conservateurs, l'Église de France apporte son soutien à Daladier. L'espoir d'un «redressement» de la France favorise les initiatives en provenance des milieux catholiques. C'est ainsi que les cardinaux et les évêques soutiennent ostensiblement les mesures gouvernementales qui visent à défendre la famille ou à enrayer la dénatalité. Inévitablement, on pourrait interpréter ces faits comme une répétition générale de ce qui va se passer pendant les années d'occupation. Mais cette lecture orientée n'est pas satisfaisante. Car d'une certaine manière, soutenir Daladier, c'est soutenir la république... Les idées importent plus que le type de régime. Une approche, par trop simpliste, laisserait entendre une communauté de destin entre

l'État français et l'Église. La réalité ne correspond pas à cette analyse.

Dans le même ordre d'idées, la politique scolaire du régime de Vichy est éclairée sous un jour nouveau. Les lois du 3 septembre 1940 et du 8 avril 1942 sur les congrégations s'inscrivent dans la continuité de la politique menée par Daladier. Un compromis, qui satisfasse à la fois l'Église et l'État, est recherché dès 1938 suscitant une polémique au printemps 1939. Par ailleurs, il ressort de ce développement le rôle actif et discret de certains hauts fonctionnaires, comme Louis Canet, conseiller pour les affaires religieuses au Quai d'Orsay, qui œuvrent dans le sens d'un apaisement.

Au total, ces pages, parfois dérangeantes, souvent stimulantes, ouvrent des perspectives de recherches qui devraient s'avérer fructueuses. Une histoire dépassionnée de la question laïque suppose que l'on remette en cause les dogmes établis dans le camps des adversaires ou partisans de la laïcité. Si le travail est déjà bien avancé pour le XIXe siècle, il est loin d'être achevé pour les années 1920-1940, et *a fortiori* pour la période postérieure.

UNE HISTOIRE RÉCENTE ENCORE À ÉCRIRE

Les derniers chapitres du livre sont un peu décevants. Jean-Marie Mayeur écrit une histoire en pointillé qui n'a pas la hauteur de vue des pages précédentes. Certains épisodes majeurs comme le débat de la Libération ou encore l'instrumentalisation de la laïcité par les partis de la IVe, voire de la Ve République ne sont même pas évoqués.

L'auteur consacre un chapitre entier aux négociations entreprises par Guy Mollet avec le Vatican, alors que celui-ci est président du Conseil. Le fait mérite effectivement une analyse approfondie. Or, aucun élément nouveau n'est avancé. L'auteur reprend ici l'essentiel de sa contribution au colloque

Guy Mollet (2) et s'aligne sur la position de Robert Lecourt (3). Ces négociations semblent suspendues dans le temps et complètement coupées du contexte politique. Si les conversations secrètes entre le MRP et la SFIO ont certes pour objectif une négociation d'ensemble avec le Vatican, il ne faut pour autant sous-estimer la volonté des deux partis de ne pas rompre - dès 1952 - l'union née de la Troisième Force dans la perspective d'un gouvernement commun.

A la décharge de l'auteur, on ne peut que déplorer la quasi-absence de recherches historiques sur la laïcité depuis la fin de la guerre. De plus, la question laïque se pose depuis en d'autres termes ; sa signification politique, sociale n'est qu'un lointain écho du débat d'avant 1914. Il faudra peut-être encore plusieurs décennies de recherches pour que l'on arrive à avoir une vision claire des enjeux véritables. Ainsi le choix des thèmes traités apparaît-il contestable. En outre, plus on se rapproche du présent, plus on risque de s'identifier à un acteur du débat.

Choix de l'auteur, choix de l'éditeur ? Toujours est-il que Jean-Marie Mayeur se risque à une analyse du temps présent, en évoquant les problèmes de l'école et de l'islam. Si la mise en relief de la querelle scolaire sous la IIIe République est excellente, ce n'est pas le cas de ses rebondissements depuis la loi Savary. Cette dernière fait l'objet d'une analyse circonstanciée. A l'inverse, la remise en question de la loi Falloux le 15 décembre 1993 et la manifestation du 16 janvier 1994 sont à peine évoquées. L'auteur aurait plus gagné à ne pas aborder cette thématique qui fait l'effet d'une brûlure sur l'épiderme militant... Il en va de même avec la conclusion qui pose le problème de l'islam dans notre société. L'affaire est pour le moins aussi complexe que les rapports entre l'Église catholique et la république en 1905. Certes, rien n'empêche de donner son point de vue, mais on peut être d'un avis contraire.

Au demeurant, *La question laïque* reste un ouvrage qui va compter dans l'historiographie sur la laïcité.

WILLIAM GUÉRAICHE

(1) *Libéralisme, industrialisation, expansion européenne (1830-1914)*, sous la direction de JACQUES GADILLE et JEAN-MARIE MAYEUR, Desclée, 1995, 1172 p.

(2) «Guy Mollet, l'Église, l'École», in *Guy Mollet, un camarade en république*, Lille, P.U.L., 1987, pp. 401-411.

(3) ROBERT LECOURT, *Entre l'Église et l'Etat. Concorde sans concordat. 1952-1957*, Hachette, 1978, 187 p.

PAMPHLET

Les toutous, les cadors et le pitbull

SERGE HALIMI

Les nouveaux chiens de garde

Édition Liber-Raison d'Agir

112 p 30 F

Ne boudons pas notre plaisir : ce petit livre, qui, malgré le silence compact de tous les médias (sauf *Marianne*) a été le vrai succès de librairie de la fin 1997, est drôle, très drôle. On sourit beaucoup, à partir d'un constat dont on devrait plutôt pleurer. Mais c'est la loi du genre, et le pamphlet de Serge Halimi vise assez juste pour qu'on lui pardonne quelques approximations, et une ou deux injustices. Ce qu'il dénonce, non sans férocité, c'est «un univers de connivence». On y reconnaît sans mal «un milieu. Idées uniformes et déchiffreurs identiques. Journalistes ou intellectuels, ils sont une petite trentaine, inévitables et volubiles. Entre eux, la connivence est de règle. Ils

se rencontrent, ils se fréquentent, ils s'apprécient, ils s'entreglorent, ils sont d'accord sur presque tout...»

Impitoyable, Serge Halimi écoute, enregistreur, note. Il recense les apparitions innombrables d'Alain Duhamel, publie les dialogues hilarants de Christine Ockrent, Serge July et Philippe Alexandre, ruisselants d'admiration réciproque et champions du renvoi d'ascenseur, décortique les discours interchangeables tenus par tous - d'Alain Minc à Alain Touraine en passant par Claude Imbert et F.O. Giesbert - pendant les mouvements sociaux de décembre 1995. L'extravagant conformisme de nos médias, ou plutôt de ceux qui y monopolisent la parole, est ici épinglé à partir d'une documentation que l'on devine immense, et dont on ne nous donne à goûter que les échantillons les plus savoureux. Mais Serge Halimi nous pardonnera de dire en conclusion, et après avoir chaleureusement recommandé son livre, que dénoncer ne suf-

fit pas. Si le discours des «nouveaux chiens de garde» règne sans partage, c'est sans doute parce qu'il sert ses intérêts parfaitement identifiables. C'est aussi parce que les journalistes et intellectuels qui pourraient tenir un autre discours, proposer une autre logique, ne se sont guère souciés d'être audibles, écoutés et entendus : que sont devenus ceux qui commençaient à s'exprimer, et, au sens propre, portaient la contradiction, à partir de décembre 1995 ? On ne les entend plus guère. On ne les a guère entendus, dans les combats politiques de ces derniers mois. Et cependant, pour qui voudrait échapper aux pièges d'un maximalisme confortable mais en fait sans influence, il y aurait de beaux combats à mener, autour des 35 heures par exemple. On nous dira que c'est une autre histoire. Et si c'était la même ?

EMILIE MENO